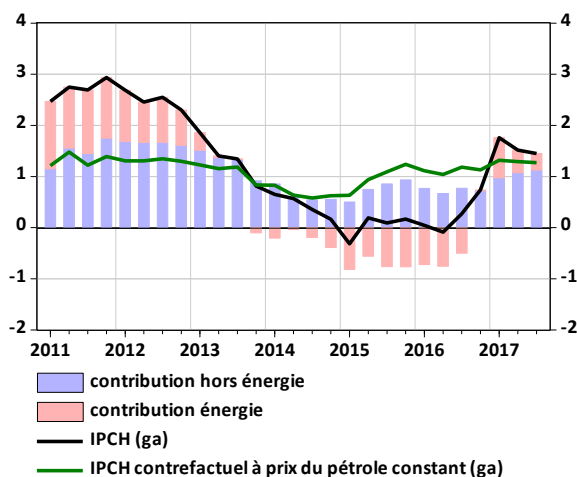


L'impact du prix du pétrole sur l'inflation en France et en zone euro

Par [Yannick Kalantzis](#) et Jean-François Ouvrard

Une hausse de 10 EUR du prix du pétrole augmente les prix à la consommation de 0,4% en zone euro et en France. Une partie non négligeable de cette hausse vient des composantes hors énergie des prix à la consommation. Cet effet indirect s'élève à 0,1 point en zone euro et 0,15 point en France.

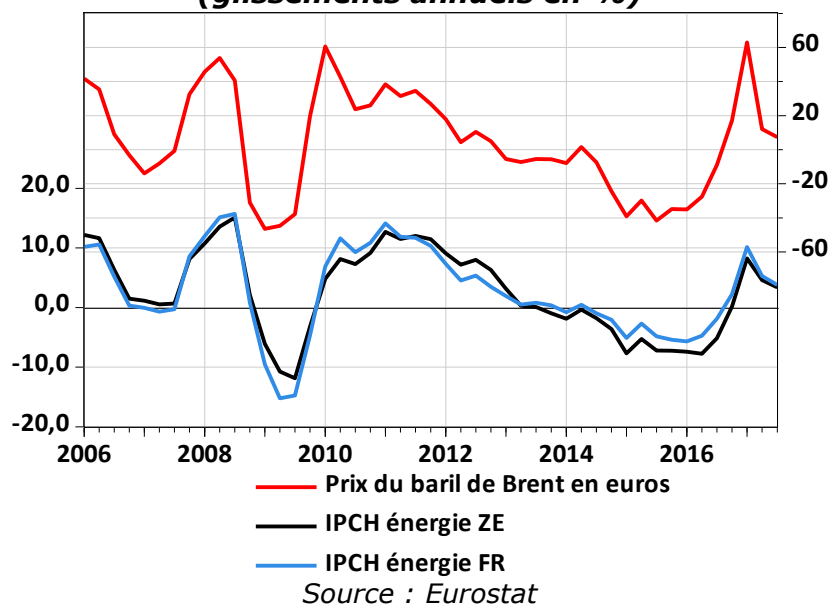
Inflation en zone euro observée et simulée avec un prix du pétrole constant (glissements annuels en %)



Source : Eurostat, calculs des auteurs ; note : à chaque date, le prix du pétrole est supposé constant sur les deux années qui précèdent.

Les variations du prix du pétrole des dernières années ont fortement affecté l'évolution des prix à la consommation en France et en zone euro. Les mouvements du prix du pétrole (graphique 1) [sont transmis très vite](#) à l'inflation via la composante énergie de l'indice des prix à la consommation harmonisé IPCH (environ 9% de l'indice total en France comme en zone euro). Cette composante comprend notamment les prix du carburant et du chauffage au fioul qui réagissent directement au prix du baril de brut. Des outils d'analyse conjoncturelle permettent de chiffrer l'impact direct du prix du pétrole sur l'inflation IPCH via cette composante énergie : une hausse de 10 EUR du prix du baril de Brent se répercute ainsi directement et très rapidement (en moins d'un trimestre) sur l'IPCH à hauteur de 0,3 point pour la zone euro [et de 0,25 point pour la France](#). Il est d'ailleurs à noter que l'existence de taxes sur les volumes, et non la valeur des consommations énergétiques, comme la TICPE en France, agit comme un amortisseur du choc sur la variation du prix final de l'énergie.

**Graphique 1 : prix du pétrole en euro et
composante énergie de l'IPCH en France et en zone euro
(glissements annuels en %)**



Toutefois, la transmission des mouvements du prix du baril de pétrole brut ne s'arrête pas là : le pétrole rentre dans la production de nombreux biens et services, comme la chimie ou les transports aériens. Il affecte donc indirectement l'inflation hors énergie. Outre les effets directs et indirects, un troisième canal peut affecter l'inflation : celui des effets « de second tour » menant à une hausse des salaires au travers de mécanismes d'indexation (cas du SMIC en France) ou via les [négociations salariales](#), ce qui alimente en retour la hausse des prix. Ce billet se concentre sur les effets directs et indirects des variations du prix du pétrole, hors effets de second tour qui interviennent avec retard.

Comment évaluer l'impact indirect du prix du pétrole sur l'inflation ?

Nous partons pour ce faire de deux idées simples. Premièrement, la France et la zone euro utilisent pour l'essentiel du pétrole importé. Les importations nettes de pétrole représentaient en 2016 l'équivalent de 3200 millions de barils en zone euro et 550 millions en France.

Deuxièmement, la demande de pétrole est très peu sensible à son prix à court terme. Une variation de 10 euros du prix du baril se traduit donc mécaniquement par une hausse proportionnelle de la facture pétrolière, à hauteur de 32 milliards d'euros en zone euro, soit 0,6% des dépenses de consommation des ménages, et 5,5 milliards d'euro en France, soit 0,5% des dépenses de consommation.

Cette hausse correspond ainsi à l'impact total, direct et indirect, sur les prix de la demande finale, avant prise en compte d'éventuels effets de second tour passant par la réaction des salaires à la hausse de l'inflation. En exploitant les tableaux entrée-sortie de la comptabilité nationale, nous estimons des contenus en importations énergétiques des différents postes de la demande. Nous montrons ainsi que la consommation des ménages compte pour environ 60% de l'utilisation finale des

importations nettes de pétrole en zone euro comme en France (le reste étant majoritairement incorporé dans la production de biens exportés). À cela s'ajoute le pétrole déjà contenu dans les importations de biens manufacturés qui entrent dans la consommation. En supposant que la structure de production de ces biens est similaire à celle des biens produits en zone euro et en France, nous obtenons un contenu total en pétrole de la consommation égal à 65% de la facture pétrolière en zone euro et à 73% en France. Comme le montre le tableau 1, une hausse de 10 EUR du prix du baril se traduit ainsi par une hausse totale de 0,4 point sur l'IPCH en zone euro, dont 0,3 pt d'effet direct et 0,1 pt d'effet indirect. En France, l'impact total est aussi de 0,4 pt, soit 0,25 pt d'effet direct et 0,15 pt d'effet indirect.

Tableau : impact sur l'IPCH d'un choc de 10 euros sur le prix du baril (en pts de pourcentage)

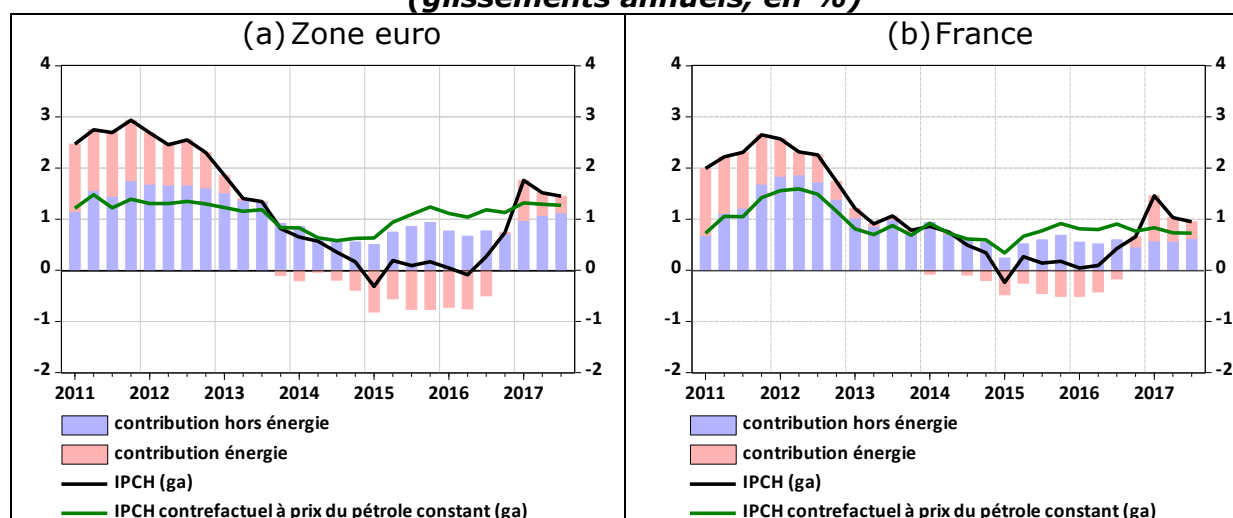
	Effet direct via la composante énergie	Effet indirect	Total des effets directs et indirects (hors second tour)
En zone euro	0,3	0,1	0,4
En France	0,25	0,15	0,4

Source : calculs des auteurs

Pour évaluer l'impact des variations de prix du pétrole sur le profil temporel de l'inflation, il faut cependant connaître le délai de transmission du prix du pétrole à celui de la consommation. Si la transmission du prix du pétrole à l'inflation via la composante énergie est très rapide, l'effet indirect via les chaînes de production est en revanche plus lent et varie selon les secteurs. Par exemple, [nos outils de prévision de l'inflation](#) montrent un effet du prix du pétrole sur les prix des services (dont les transports aériens en particulier) avec un délai de l'ordre de 4 trimestres.

Le graphique 2 décrit l'inflation IPCH contrefactuelle en zone euro et en France telle qu'elle aurait été en l'absence de variation du prix du pétrole, fixé à son niveau du début de l'année 2014 de 79 euros par baril (courbe verte). Ce contrefactuel diffère de la simple contribution comptable des composantes hors énergie à l'IPCH (barres bleu pâle) par la prise en compte des effets indirects décrits plus haut, sous l'hypothèse que la transmission du prix du pétrole est complète après deux ans.

**Graphique 2 : Inflation contrefactuelle à prix du pétrole constant
(glissements annuels, en %)**



Source : Eurostat, Insee et calculs des auteurs ; Note : à chaque date, le prix du pétrole est supposé constant sur les deux années qui précèdent.

Selon nos estimations, en l'absence de fluctuations de prix du pétrole, l'inflation en zone euro serait restée contenue à 1,5% en 2011–2012 au lieu de 3% environ, aurait atteint 0,6% en 2014–2015, au lieu de devenir négative, et serait remontée dès 2015 vers 1,0%. Elle serait globalement stable à ce niveau depuis. Les évolutions auraient été similaires en France, avec un point bas temporaire à 0,3% en 2015, mais une remontée vers 0,9% dès la fin de cette même année.

Comme le montre le graphique 2, l'impact direct et indirect du prix du pétrole, sur lequel la politique monétaire n'a pas de prise, n'explique cependant qu'une partie de l'évolution de l'IPCH, notamment la désinflation observée en 2012 – 2015 dans la zone euro. En revanche, la persistance d'un taux d'inflation très inférieur à 2% est liée à d'autres facteurs, au premier rang desquels [des facteurs domestiques](#) qui ont conduit l'Eurosystème à décider d'une orientation très accommodante de la [politique monétaire](#).